



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

Sous-Préfecture de Boulogne-Billancourt  
Bureau de la Citoyenneté et des Libertés Publiques  
11-12 quai Alphonse Le Gallo  
92104 BOULOGNE-BILLANCOURT cedex  
Tél : 01 41 86 37 84

Le numéro W923005208  
est à rappeler dans toute  
correspondance

### Récépissé de Déclaration de CREATION de l'association n° W923005208

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

#### Le Sous-Préfet de Boulogne-Billancourt

donne récépissé à **Madame la Présidente**

d'une déclaration en date du : **23 octobre 2014**

faisant connaître la constitution d'une association ayant pour titre :

#### PARI SUR L ENFANCE

dont le siège social est situé : 34 boulevard de la libération  
92370 Chaville

Décision prise le : **13 octobre 2014**

Pièces fournies : liste des dirigeants  
Procès-verbal  
Statuts

Boulogne-Billancourt, le 27 octobre 2014

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le chef de Bureau  
  
Fablenne Loffron

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5, 6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés. Les modifications et changements seront, en outre, consignés sur un registre spécial qui devra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires chaque fois qu'elles en feront la demande.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

#### NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.